La crise climatique : une urgence de santé publique à l'échelle mondiale

Partage international n° 455 – Juillet 2026

Des experts internationaux de premier plan ont déclaré à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) que la crise climatique devrait être déclarée urgence de santé publique d'importance internationale (Pheic), afin d'éviter que des millions de personnes supplémentaires ne meurent inutilement. Les Pheic constituent le niveau d'alerte sanitaire le plus élevé et, comme cela a été le cas lors de la pandémie de Covid et de l'épidémie de Mpox de 2022 (Variole B), déclenche une réponse internationale coordonnée.

La Commission paneuropéenne indépendante sur le climat et la santé, convoquée par l'OMS, déclare dans son rapport : *« […] le changement climatique représente une menace immédiate et à long terme pour la santé, l'économie, l'alimentation, l'eau, l'environnement, la sécurité des personnes, des communautés et des nations ».* Le rapport mentionne également les impacts des phénomènes météorologiques extrêmes, de la hausse des températures, de la pollution et de l'insécurité alimentaire sur la santé.

Dans une interview accordée au *Guardian*, la présidente de la Commission, Katrín Jakobsdóttir, a déclaré : *« La crise climatique n'est peut-être pas une pandémie, mais il s'agit tout de même d'une urgence de santé publique qui menace la santé et la survie mêmes de l'humanité. »*

Le directeur régional de l'OMS pour l'Europe, le Dr Hans Kluge, a réagi aux recommandations du rapport en déclarant : *« Les raisons d'agir dès maintenant contre le changement climatique ne sont pas uniquement d'ordre environnemental. Il s'agit à la fois d'un enjeu de sécurité, d'un enjeu de santé et d'un enjeu économique. Et c'est un impératif moral. »*

Vote de l'ONU : mesures énergiques contre le changement climatique

En mai, l'Assemblée générale des Nations unies a voté par 141 voix contre 8 en faveur de mesures énergiques visant à limiter le changement climatique, cela malgré les efforts diplomatiques déployés par les États-Unis pour faire retirer la proposition et l'abstention de 38 pays, dont les États-Unis, la Russie, l'Iran et l'Arabie saoudite – qui comptent parmi les plus grands producteurs de pétrole et émetteurs de gaz à effet de serre au monde.

Cette résolution non contraignante entérine l'avis consultatif historique rendu en juillet dernier par la plus haute juridiction de l'ONU, selon lequel le fait pour les États de ne pas protéger la planète contre le changement climatique constitue une violation du droit international.

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a déclaré dans un communiqué : *« La plus haute juridiction du monde s'est prononcée. Aujourd'hui, l'Assemblée générale a répondu. […] Il s'agit d'une affirmation forte du droit international, de la justice climatique, de la science et de la responsabilité des États de protéger les populations face à l'aggravation de la crise climatique. »*

Le texte prévoit la suppression progressive des subventions à l'exploration, à la production et à l'exploitation des énergies fossiles, et exhorte les pays en infraction à fournir une « réparation intégrale » pour les dommages causés.

Le Prix mondial de la Terre remporté par trois adolescents indiens

Lauréats du Prix mondial de la Terre 2026 : Avyana Mehta, Ariana Agarwal, Vivaan Chhawchharia, en compagnie de leur tutrice Minal Jain (photo : The Earth Prize)

Après avoir remporté le « Earth Prize » (Prix de la Terre) pour le continent asiatique à la mi-mai 2026, trois adolescents indiens ont ensuite décroché le

« Global Earth Prize » (Prix mondial de la Terre). Il s'agit d'un concours ouvert aux lycéens du monde entier, qui récompense ceux qui développent les meilleures solutions pour apporter un changement positif en matière de préservation de l'environnement.

Les lauréats, âgés de 16 ans – Vivaan Chhawchharia, Ariana Agarwal et Avyana Mehta – ont inventé un filtre à microplastiques appelé « Plas-Stick ». Cet agent agglomérant entièrement naturel est composé de poudre de graines de tamarin, un ingrédient courant de la cuisine indienne. Conçue pour être utilisée dans des récipients d'eau, cette poudre agglomère les particules de plastique en amas visibles qui peuvent ensuite être facilement retirés à l'aide d'un aimant, offrant ainsi une alternative simple et peu coûteuse aux systèmes de filtration complexes.

Plus de 2,2 milliards de personnes ne disposent pas d'infrastructures d'eau potable gérées de manière sûre et dépendent donc d'eau stockée susceptible de contenir des microplastiques. Les microplastiques constituent un contaminant majeur pour l'environnement et la santé humaine, et ont été détectés en quantités importantes dans tous les organes et tissus humains.

Dans un communiqué, le trio a déclaré : *« Être désignés lauréats mondiaux du Prix de la Terre est quelque chose d'incroyablement exceptionnel pour nous tous, d'autant plus que nous sommes la première équipe indienne à recevoir cette distinction. »*

L'équipe prévoit d'utiliser des centres de production décentralisés pour déployer cette invention à grande échelle et rendre l'eau potable plus accessible aux communautés rurales à travers l'Inde et au-delà.

Polynésie française : trente pour cent des eaux territoriales entièrement protégées

Ferme perlière en Polynésie française
(photo : clesenne, Wikimedia Commons)

Le 7 juin 2026, le gouvernement de la Polynésie française a annoncé qu'il allait étendre ses zones marines entièrement protégées de 520 000 kilomètres carrés supplémentaires. Cela signifie que 30 % des eaux de la Polynésie française bénéficient désormais d'une protection totale contre les industries extractives telles que l'exploitation minière des fonds marins et la pêche industrielle. Il y a un an, la Polynésie française, territoire d'outre-mer français, a créé la zone marine protégée de Tainui Atea. Celle-ci s'étend sur près de 5 millions de kilomètres carrés de la zone océanique sur laquelle la Polynésie française dispose de droits exclusifs de conservation et de gestion.

Donatien Tanret, responsable principal de Pew Bertarelli[1] Ocean Legacy, qui a contribué à l'élaboration du plan de conservation, a déclaré que la zone protégée comprenait des zones de pêche artisanale afin que les populations locales puissent continuer à pêcher et subvenir aux besoins de leurs communautés. Il a également confirmé que la zone protégée avait été créée après un consensus au sein des communautés de Polynésie française et grâce à des années de mobilisation de la part des maires de la région.

Cette nouvelle zone protégée contribuera à la conservation de 20 espèces de requins, de sites de reproduction pour 22 espèces d'oiseaux, dont le pétrel tempête, le pétrel à poitrine blanche et le pétrel de Murphy, toutes menacées d'extinction, ainsi qu'à la préservation de l'espadon, du thon obèse et de l'opah, et de 455 espèces de mollusques. Le président de la Polynésie française, Moetai Brotherson, a déclaré à l'AFP : *« Nous espérons également que cela pourra inspirer d'autres pays, en particulier les plus grands, dans la manière dont ils gèrent leur relation avec l'océan. »*

Les mangroves : des signes de régénération dans le monde entier

Reboisement d'une mangrove
(photo : Irwandi Wancaleu, Wikimedia Commons)

Après des décennies de recul dû à la déforestation et au développement côtier, les mangroves gagnent de nouveau du terrain dans de nombreuses régions du monde, selon une étude menée par des chercheurs de l'université de Tulane, une université de recherche privée de La Nouvelle-Orléans, en Louisiane. Cette étude, qui s'appuie sur quarante ans de données satellitaires, a été publiée dans la revue *Science*.

Les forêts de mangroves étaient autrefois considérées comme l'un des écosystèmes côtiers les plus menacés au monde ; elles jouent un rôle essentiel dans la protection des côtes, ainsi que dans le soutien à la pêche et le stockage du carbone.

Des signes de reprise ont été observés le long de la côte américaine du golfe du Mexique, ainsi que dans les zones côtières de la Chine, de la Nouvelle-Calédonie et de l'Australie, cette augmentation étant en grande partie due à la régénération naturelle et à l'expansion des mangroves vers des zones côtières nouvellement formées.

L'auteur principal de l'étude, Zhen Zhang, chercheur à l'université de Tulane, a déclaré : *« […] nous assistons enfin à un tournant mondial pour les mangroves […] cela met en évidence leur forte capacité de régénération et leur potentiel en tant que solution naturelle très efficace pour lutter contre le changement climatique et la protection du littoral. »*

« Même si certaines mangroves continuent de disparaître, cela pourrait constituer un rare exemple de réussite en matière de conservation et une source importante d'optimisme pour l'action climatique », a déclaré Daniel Friess, directeur à la fois du Mangrove Lab et du Centre de recherche sur les politiques publiques de l'Institut Murphy.

Selon l'étude, une protection continue est essentielle pour pérenniser ce rebond. Z. Zhang a ajouté : *« […] lorsque leur destruction cesse, alors les mangroves peuvent poursuivre naturellement leur stockage de carbone au fil du temps, offrant ainsi un avantage climatique majeur, celui d'éviter les émissions actuelles et de permettre le stockage futur du carbone. »*

L'administration Trump renonce à lutter contre les projets éoliens

L'administration Trump a renoncé à ses tentatives visant à bloquer les projets éoliens à travers les États-Unis. Elle a également retiré son recours contre une décision de justice rendue en décembre 2025, selon laquelle un juge fédéral du Massachusetts avait invalidé le décret du président Trump suspendant indéfiniment les autorisations pour les projets de parcs éoliens.

Le juge avait estimé que ce décret était arbitraire, capricieux et contraire à la loi. Les États qui avaient contesté ce décret saluent cette décision comme l'une des victoires juridiques les plus importantes remportées contre la campagne menée par l'administration contre la transition énergétique.

C'est l'un des nombreux revers pour l'administration Trump, et malgré les obstacles imposés par la Maison Blanche, la production d'énergie propre a continué d'augmenter.

Un rapport récent de l'organisation à but non lucratif Fond pour la défense de l'environnement et Atlas de la politique publique, indique qu'une puissance record de 79,7 GW d'énergie propre devrait être mise en service aux États-Unis en 2026, éclipsant largement les quelque 8 GW de projets d'énergie propre annulés au cours du premier trimestre de l'année.

Nancy Pyne, conseillère principale au Sierra Club, a déclaré : *« Alors que les Américains lambda sont confrontés à des factures en forte hausse et à des prix instables, les énergies renouvelables offrent une solution abordable et de bon sens pour réduire les coûts et protéger notre santé et notre environnement. »*

Le pouvoir du peuple en Albanie

Au cours des dernières semaines, ce pays des Balkans, l'Albanie, a été agitée par des manifestations qui se sont étendues de sa capitale Tirana aux zones rurales côtières, jusqu'à des villes du monde entier.

Ces manifestations ont été déclenchées après que le gouvernement a autorisé des entreprises liées à Jared Kushner, le gendre du président Trump, à construire un complexe hôtelier de luxe de 10 000 lits près de la ville de Vlorë, au bord de la lagune de Narta et au cœur des zones naturelles protégées de Zvërnec. Jared Kushner et Ivanka Trump prévoyaient également de transformer l'île de Sazan, qui fait partie d'un parc national, en une enclave côtière réservée aux plus fortunés.

La couverture internationale des manifestations en Albanie s'est concentrée sur les préoccupations environnementales soulevées par les manifestants, ainsi que sur les liens entre ces projets avec la famille Trump. Des espaces sauvages intacts et des écosystèmes essentiels abritant une colonie rare des plus grands oiseaux d'eau douce au monde, les

grenouilles albanaises en voie d'extinction et les tortues caouannes, sont menacés, ainsi que le dernier habitat albanais restant pour les flamants roses.

La « Révolution des flamants roses », comme on l'appelle désormais, va au-delà de la simple question environnementale. Gresa Hasa, doctorante à la Faculté de droit et au Centre d'études sur l'Europe du Sud-Est de l'université de Graz (Autriche), a déclaré : *« C'est un combat pour la liberté et la démocratie, et pour un avenir où les ressources et l'État servent le bien de tous et pas seulement de certains d'entre nous. »*

Ces manifestations sont les plus importantes depuis la chute du régime communiste albanais en 1991. Les manifestants réclament notamment l'abrogation du cadre juridique permettant au gouvernement d'accorder le statut d' « investisseur stratégique » à des promoteurs, ainsi que la suppression du dispositif réglementaire spécial favorisant les projets immobiliers privés sur les terrains appartenant à l'État dans les zones rurales.

G. Hasa a déclaré que les Albanais étaient révoltés par *« un modèle économique où les partis politiques et les hommes d'affaires sont tellement imbriqués qu'il est impossible de distinguer où commence l'un et où finit l'autre. »*

Il se pourrait bien que les manifestations aient déjà porté leurs fruits : *Politico*[2] a fait état d'informations non confirmées selon lesquelles Affinity Partners, la société de Jared Kushner, se serait retirée d'au moins un projet de complexe touristique de plusieurs milliards de dollars.

1. Pew Bertarelli est un investisseur philanthrope suisse.

2. Média hebdomadaire de langue anglaise, basé à Bruxelles.

Sources : theguardian.com ; apnews.com ; goodnewsnetwork.org ; euronews.com ; news.mongabay.com ; news.tulane.edu ; newrepublic.com; insideclimatenews.org
Thématiques : environnement
Rubrique : S.O.P. — Sauvons notre planète